

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

## DOCTRINE

Université de Lille 2 – LEREDS (CRDP) et IST

### La loi « Travail »

Alexandre Barège

Henri Guyot

Michèle Bonnechère

Franck Héas

Bernard Bossu

Ioannis Kappopoulos

Mathilde Caron

Céline Leborgne-Ingelaere

Céline Czuba

Annick Macher

François Dumont

Lisa Poinot

Paul Frimat

Jean-Philippe Tricoit

**Romain Marié** : Mettre un terme au recours abusif à l'intérim nécessite la consultation du comité d'entreprise.

## JURISPRUDENCE

La dénonciation du harcèlement moral exclut toute action en diffamation.

**Cour de cassation (1ère Ch. Civ.) 28 septembre 2016** – Notes Elodie Tuaille-Hibon et Michel Henry (p. 134)

Protection légale du lanceur d'alerte : le juge doit remplir son office !

**Conseil de prud'hommes d'Amiens 26 juillet 2016** – Note Mouna Benyoucef (p. 138)



A nos lecteurs

**ledroitouvrier.cgt.fr**



C'est avec fierté que *Le Droit Ouvrier* vous annonce la mise en ligne de son nouveau site internet, le caractère particulièrement artisanal du précédent ne permettant plus de satisfaire aux exigences du temps.

Dans le même état d'esprit, nous avons souhaité mettre la revue à disposition du plus grand nombre tout en préservant sa continuité, les abonnements permettant de financer la mise en page, la fabrication et l'acheminement.

Nous offrons sur ce site l'intégralité des numéros antérieurs à 2 ans ; les collections remontent actuellement à 2004 et nous allons alimenter le site pour atteindre 2000. L'accès peut aussi bien se faire par ordre chronologique (ex. rechercher le numéro de septembre 2009) que par thème (outre des mots clés pré-identifiés, une recherche en texte intégral est prévue). Chaque mois le site s'enrichira d'un numéro supplémentaire en libre accès (l'exemplaire de mars 2015 au 1<sup>er</sup> mars 2017 par ex.).

Bien entendu, les rubriques existantes ont été maintenues : histoire de la revue, panorama des manifestations et colloques, sommaire des numéros récents...

Les moyens limités d'une revue bénévole ne nous permettent pas de concourir avec les sites d'éditeurs commerciaux, assis sur des groupes puissants. Ce nouveau site n'offre pas d'abonnement électronique, hors de nos moyens. Nous espérons toutefois que son ergonomie et son ouverture très large – peu de revues permettent une libre consultation intégrale – compensera cet inconvénient.

Il va de soi également que nous sommes à votre écoute pour toute suggestion d'amélioration.

Le Comité de rédaction du Droit Ouvrier

## Doctrines

Les deuxièmes rencontres du Droit social de Lille 2  
organisées par le LEREDS (CRDP) et l'IST

## La loi « Travail »

### *Thème n° 1 : Dialogue et négociation*

**L'articulation des normes** par **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite de l'Université d'Evry, Val d'Essonne ..... 66

**La réforme de la négociation collective** par **Mathilde Caron**, Maître de conférences HDR Droit privé, Université de Lille, membre du LEREDS (CRDP) et **Ioannis Kappopoulos**, Avocat, Chargé d'enseignements, Université de Lille, membre du LEREDS (CRDP) ..... 73

### *Thème n° 2 : L'emploi*

**Sécuriser le licenciement économique** par **Alexandre Barège** et **Jean-Philippe Tricoit**, Maîtres de conférences à l'Université Lille-2, membres du LEREDS (CRDP) ..... 80

**Les accords de préservation ou de développement de l'emploi** par **François Dumont**, Professeur à l'Université de Lille-2, membre du LEREDS (CRDP) et **Lisa Poinsot**, Doctorante à l'Université de Lille-2, membre du LEREDS (CRDP) ..... 88

### *Thème n° 3 : La santé*

**Vers un nouveau suivi individuel en santé au travail plus adapté et ciblé** par **Céline Czuba**, Juriste et doctorante en droit social, ISTNF – CRDP – L'EREDS Lille-2 et **Paul Frimat**, Professeur des Universités en médecine du travail – CRDP – L'EREDS Lille-2 ..... 97

**La réforme du régime de l'inaptitude suite à la loi du 8 août 2016** par **Franck Héas**, Professeur à l'Université de Nantes, Droit et changement Social UMR-CNRS 6297 ..... 103

### *Thème n° 4 : La personne*

**Harcèlement et sexisme dans la loi « travail » : entre rupture et continuité** par **Céline Leborgne-Ingelaere**, Maître de conférences HDR en droit privé, Université de Lille, CRDP-LEREDS ..... 108

**Neutralité, convictions et religion** par **Bernard Bossu**, Professeur à l'Université de Lille-2, Doyen de la Faculté de droit, Directeur du LEREDS (CRDP) ..... 112

**Le travailleur face au numérique** par **Henri Guyot**, Docteur en droit, *of Counsel*, brL Avocats ..... 119

**La création du compte personnel d'activité** par **Annick Macher**, Consultante-Formatrice en Relations sociales ..... 123

<b>Mettre un terme au recours abusif à l'intérim nécessite la consultation du comité d'entreprise</b> par <b>Romain Marié</b> , Maître de conférences, Université de Lorraine, membre de l'équipe de recherches Droit et changement social, Université de Nantes - UMR CNRS 6028 .....	128
TRAVAIL TEMPORAIRE – Cas de recours – Emplois liés à l'activité normale et permanente – Mode habituel de gestion – 1° Infraction à la législation sur le travail temporaire – 2° Comité d'entreprise – Décision d'interrompre le recours au travail temporaire – Décision affectant de manière importante le volume, la structure des effectifs et les conditions d'emploi – Défaut de consultation – Entrave.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 10 mai 2016</b> (p. n°14-85.318) .....	131

## Document

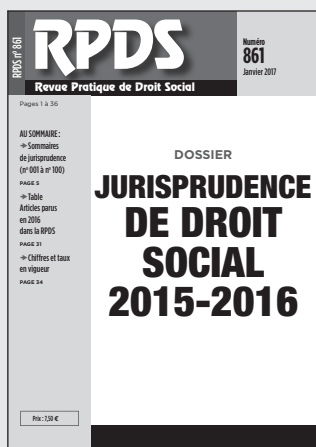
« Sans emploi » Condition de l'homme post-industriel par Raphaël Liogier – Note de lecture Pascal Rennes .....	133
--	-----

## Jurisprudence

HARCÈLEMENT MORAL – Dénonciation par le salarié – Poursuites pour diffamation – Exigences probatoires incompatibles avec le Code du travail (L.1152-2, L.4131-1) – Régime spécifique – Connaissance, au moment de la dénonciation, de la fausseté des faits allégués – Mauvaise foi caractérisée – Dénonciation calomnieuse.	
<b>COUR DE CASSATION (1<sup>ère</sup> Ch. Civ.) 28 septembre 2016</b> (p. n° 15-21.823) .....	134
Note <b>Élodie Tuailon-Hibon</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	134
Note <b>Michel Henry</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	137
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Travailleur social – Dénonciation de maltraitance – Lettre anonyme aux autorités de tutelle – Nullité du licenciement pris à titre de rétorsion – Indemnisation.	
<b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES D'AMIENS (Encadrement – Départage) 26 juillet 2016</b> .....	138
Note <b>Mouna Benyoucef</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	141

## PRIX DE THÈSE DU COMITÉ D'HISTOIRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE 2017

rens. sur [www.securite-sociale.fr](http://www.securite-sociale.fr) et [chss@sante.gouv.fr](mailto:chss@sante.gouv.fr)



## RPDS 861 – JANVIER 2017

AU SOMMAIRE :

*Dossier :*  
**JURISPRUDENCE DE DROIT SOCIAL 2015-2016**  
*100 Sommaires de jurisprudence*  
**Table des articles publiés en 2016**

Commande et abonnement à 263, rue de Paris, case 600, 93516 Montreuil cedex ou sur notre site Internet [www.nvo.fr](http://www.nvo.fr)

Prix du numéro : 7,50 euros (+ forfait de 3 euros par envoi). Abonnement : 9 euros par mois ou 108 euros par an incluant la RPDS papier et son supplément Internet (RPDS numérique + le guide droit du travail en actualisation permanente + la veille juridique).